

ÉTUDE DE MMES
BONNANT & PEYROT

AVOCATS AU BARREAU DE GENÈVE

TEL. (022) 347 60 20 / 21 / 22
TÉLÉCOPIEUR (022) 346 06 13
C.C.P. 12-1791-4

NICOLAS PEYROT
AVOCAT, LICENCIÉ ES DC COMMERCIALES
MARC BONNANT
AVOCAT, ANCIEN BATONNIER
GEORGES BONNANT
AVOCAT, D^R EN DROIT
FRÉDÉRIC MARTI
AVOCAT
PIERRE SIEGRIST
AVOCAT
JEAN-FRANÇOIS DUCREST
AVOCAT, LL.M. DUKE LAW SCHOOL
ADMIS AU BARREAU DE TRIBOURG
EVELYNE SORROCHE
AVOCAT-ST.

Monsieur Vladimir STEMBERGER
Juge d'Instruction
Palais de Justice
Place du Bourg-de-Four
1204 GENEVE

1206 GENÈVE LE
RUE DE BEAUMONT 2

28 septembre 1992
MB/ms

Monsieur le Juge,

J'interviens en qualité de mandataire de Monsieur Roberto POLO.

Je vous prie de trouver ci-joint photocopie d'un courrier du 16 septembre 1992 de Me WOOD au juge KAPLAN.

Je me permets d'attirer votre attention sur la phrase suivante de ce courrier : "However, after several urgent appeals to Judge Stemberger by our Swiss counsel, in late August, 1992 we were granted permission to review the records".

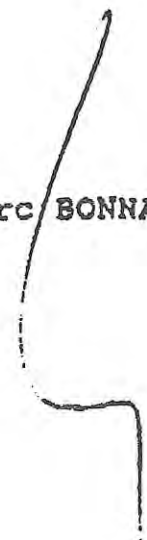
Il en résulte que vous auriez permis aux parties civiles l'accès à la procédure, non sans leur avoir dénié cet accès avant août 1992 en leur rappelant, justement, que tant que l'inculpation n'aurait pas été notifiée à M. Roberto POLO, l'information ne pouvait être contradictoire.

Accoutumé à ce que les parties civiles dans ce dossier aventurent des faits faux et fantaisistes, je ne voudrais pas tirer les conséquences de l'allégué susdit sans vous interpellier préalablement sur sa justesse ou sa fausseté.

Si par impossible vous aviez effectivement permis aux parties civiles l'accès à la procédure nonobstant votre propre vision des exigences du Code de procédure pénale, je retiendrai, tous droits réservés, qu'un même accès au dossier est accordé au conseil de M. Roberto POLO, sans que pour autant cet accès, me serait-il accordé, ne comporte ratification de l'informalité résultant de l'ouverture du dossier aux parties civiles.

Dans l'attente de vos nouvelles, je vous prie de croire, Monsieur le Juge, à l'expression de mes sentiments respectueux.

Marc BONNANT



LAW OFFICES OF
BONNANT & PEYROT, ESQS.
ATTORNEYS-AT-LAW ADMITTED TO THE GENEVA BAR

TEL. (022) 347 6020/21/22
FAX (022) 346 0613
Postal Account 12-1791-4

NICOLAS PEYROT
Attorney, Licentiate in Commercial Sci.
MARC BONNANT
Attorney, Former President of the Bar
GEORGES BONNANT
Attorney, Juris Doctor
FREDERIC MARTI
Attorney
PIERRE SIEGRIST
Attorney
JEAN-FRANÇOIS DUCREST
Attorney, LL.M. Duke Law School
Admitted to the Fribourg Bar
EVELYNE SORROCHE
Paralegal

Mr. Vladimir STEMBERGER
Examining Judge
Law Courts
Place du Bourg-de-Four
1204 GENEVA

1206 GENEVA, Sept. 28, 1992
RUE DE BEAUMONT 3 MB/ms

Honorable Judge,

I am acting in my capacity as Mr. Roberto POLO's attorney.

Enclosed please find a photocopy of a letter dated September 16, 1992, from Attorney WOOD to Judge KAPLAN.

Allow me to draw your attention to the following sentence in the letter: "However, after several urgent appeals to Judge Stemberger by our Swiss counsel, in late August, 1992 we were granted permission to review the records."

It appears that you granted the plaintiffs access to the case file, not without having denied them this access prior to August 1992, reminding them correctly that, as long as Mr. Roberto POLO had not been indicted, neither party could have access to the information.

Given that the plaintiffs in this case venture false and fantastic facts, I would not like to go on to the consequences of the aforementioned allegation without asking you beforehand whether it is true or false.

If, impossible as it may seem, you have in fact allowed the plaintiffs access to the record in spite of your own understanding of the requirements of the Code of Criminal Procedure, I would maintain that, all rights reserved, equal access should be granted to Mr. Roberto POLO's counsel, without such access, should it be granted to me, implying ratification of the informality ensuing upon opening the file to the plaintiffs.

I look forward to hearing from you.

Sincerely,

/s/ [illegible]
Marc BONNANT



GENEVE, le 8 OCTOBRE 1992
1, Place du Bourg-de-Four

POUVOIR JUDICIAIRE

CABINET DU JUGE

D'INSTRUCTION

Correspondance:

Casa postale 414

1211 Genève 3

Tél. 319.26.11

Monsieur Marc BONNANT

Avocat

3, rue de Saumont

1206 GENEVE

**Il est d'adresser toute correspondance
au Juge soussigné personnellement**

Concerne: Procédure No 1003/1988 contre Monsieur Roberto Castro POLO

Monsieur l'Avocat,

**J'ai bien reçu votre lettre du 28 septembre 1992 concernant la
procédure susmentionnée.**

**Je vous informe que je n'ai pas autorisé les conseils des
parties civiles à avoir accès au dossier de la procédure pénale proprement
dite mais que je les ai autorisés à consulter exclusivement les documents
et pièces saisis lors de la perquisition dans les bureaux de FAMG SA en
juin 1988 et ceci en collaboration avec l'analyste comptable des juges
d'instruction qui a récemment procédé à l'examen et au classement de ces
documents (78 classeurs fédéraux).**

**La même possibilité de consultation est évidemment accordée au
conseil de Monsieur Roberto POLO.**

**Veuillez agréer, Monsieur l'avocat, l'assurance de ma
considération distinguée.**

Le Juge d'instruction

V. Stemberger
V. STEMBERGER

REPUBLIC AND CANTON OF GENEVA
[Seal]

Geneva, October 8, 1992
1, Place du Bourg-de-Four

JUDICIAL BRANCH
OFFICE OF THE INVESTIGATING MAGISTRATE
Correspondence:
P.O. Box 414
1211 Geneva 3
Tel. 319.26.11

Mr. Marc BONNANT
Attorney-at-law
3, rue de Baumont
1206 GENEVA

Please address all correspondence
to the undersigned Magistrate personally

Regarding: Proceeding No. 1003/1988 against Mr. Roberto Castro
POLO

Dear Attorney,

I have received your letter dated September 28, 1992,
regarding the above-mentioned proceeding.

I hereby inform you that I have not authorized the plaintiffs' counsel to have access to the case file of the properly speaking criminal proceeding, but that I have authorized them to consult exclusively the documents and evidence seized during the search of the PAMG SA offices in June, 1988, and this in collaboration with the accounting analyst of the investigating magistrates who recently proceeded to the examination and classification of these documents (78 federal files).

The same possibility of consultation is clearly granted to Mr. Roberto POLO's counsel.

Best regards.

Sincerely,

/s/ V. Stemberger

V. STEMBERGER

ETUDE DE MM^{rs}
BONNANT & PEYROT

AVOCATS AU BARREAU DE GENÈVE

TÉL (022) 347 80 20 / 21 / 22
TELECOPIEUR (022) 346 06 19
C.C.P. 12-1781-4

NICOLAS PEYROT
AVOCAT, LICENCE ES SC. COMMERCIALES
MARC BONNANT
AVOCAT, ANCIEN BÂTONNIER
GEORGES BONNANT
AVOCAT, D^r EN DROIT
FRÉDÉRIC MARTI
AVOCAT
PIERRE SIEGRIST
AVOCAT
JEAN-FRANÇOIS DUCREST
AVOCAT, LL.M. DUKE LAW SCHOOL
ADMIS AU BARREAU DE FRISBOURG
EVELYNE SORROCHE
AVOCAT-ST.

Monsieur Vladimir STEMBERGER
Juge d'Instruction
Palais de Justice
Place du Bourg-de-Four
1204 GENEVE

1206 GENEVE, LE 13 octobre 1992
RUE DE BEAUMONT 3 MB/ms

Concerne : Procédure N° 1003/1988 - M. Roberto POLO

Monsieur le Juge,

J'accuse réception de votre courrier du 8 octobre 1992.

Il ne manque pas de m'étonner. En effet :

- Il est constant que vous avez refusé aux parties civiles l'accès au dossier pénal.

Et pour cause : aucune inculpation n'avait été notifiée à M. Roberto POLO et cet accès à la procédure m'avait été refusé.

Vous avez opposé aux requêtes dont vous étiez saisi, une longue et vigoureuse résistance, ce que révèle la lettre du 16 septembre 1992 de M^e WOOD.

A juste titre : vous vous conformiez au Code de procédure pénale.

Il m'est donc incompréhensible que vous ayez soudainement décidé, au mépris des dispositions du CCP et en reniement de votre première position, d'accorder aux conseils des parties civiles d'illégitimes facilités.

- Vous écrivez que vous n'avez pas permis l'accès à la procédure pénale "proprement dite", mais que vous les avez autorisés à consulter exclusivement les documents et pièces saisis en juin 1988.

J'ignorais, quant à moi, jusqu'à réception de votre courrier, la notion de procédure pénale "improprement dite" et retiens, non sans stupéfaction, que les documents qu'un juge saisit ne feraient pas partie de la procédure pénale.

- Je lis encore que les conseils de la partie civile ont consulté ces pièces "en collaboration" avec l'analyste comptable des juges d'instruction.

Ainsi, l'auxiliaire du Juge est mis à disposition de l'une des parties pour en devenir le coadjuteur. Là aussi, la procédure (pour ne pas écrire le procédé) est en tout point nouvelle.

Elle est inadmissible.

- Ai-je à craindre, de surcroît, que les parties civiles aient reçu photocopie des pièces ?

Elles semblent l'alléguer dans les procédures qu'elles diligentent aux Etats-Unis.

- Vous m'écrivez, enfin, que vous m'accordez les mêmes "facilités" qu'aux conseils des parties civiles.

Puis-je vous rappeler que vous me les avez refusées et regretter que vous n'ayez pas éprouvé le besoin, lorsque vous avez changé d'opinion sur ce que le Code de procédure prescrit, de m'en informer.

*
* *

Je constate en synthèse et en conclusion que l'une des parties au procès s'est vu réserver par vous un traitement privilégié, en violation du Code de procédure pénale et à l'insu de l'autre partie au procès, la défense.

Je ne puis formuler ici que les plus expresses réserves de droit.

Veuillez croire, Monsieur le Juge, à l'expression de mes sentiments respectueux.

Marc BONNANT

LAW FIRM OF
BONNANT & PEYROT, Esqs.
ATTORNEYS-AT-LAW ADMITTED TO THE GENEVA BAR

TEL. (022) 347 60 20/21/22
TELEFAX (022) 346 0613
POSTAL CHECKING ACCT. 12-1791-4

NICOLAS PEYROT
ATTORNEY, LICENTIATE IN COMMERCIAL SCIENCES

MARC BONNANT
ATTORNEY, FORMER PRESIDENT OF THE BAR ASSOCIATION

GEORGES BONNANT
ATTORNEY, JURIS DOCTOR

FREDERIC MARTI
ATTORNEY

PIERRE SIEGRIST
ATTORNEY

JEAN-FRANÇOIS DUCREST
ATTORNEY, LL.M. DUKE LAW SCHOOL
ADMITTED TO THE FRIBOURG BAR

EVELYNE SORROCHE
PARALEGAL

Hon. Vladimir STEMBERGER
Investigating Magistrate
Court of Justice
Place du Bourg-de-Four
1204 GENEVA

1206 GENEVA, on October 13, 1992
RUE DE BEAUMONT 3 MB/ms

Regarding: Proceeding No. 1003/1988 - Mr. Roberto POLO

Your Honor,

I acknowledge receipt of your letter of October 8, 1992.

It does not cease to amaze me. In point of fact:

- It is established that you have refused the plaintiffs' civil counsel access to the criminal case file.

And with reason: no indictment has been served on Mr. Roberto POLO and this access to the proceeding had been refused to me.

You countered the requests with which you were besieged, with a long and vigorous resistance, which is revealed by Attorney Wood's letter of September 16, 1992.

Rightly so: you complied with the Code of Criminal Procedure.

Therefore, it is beyond my comprehension that you suddenly decided, in defiance of the provisions of the CCP and in repudiation of your first position, to grant illegal access to the plaintiffs' counsel.

- You write that you have not permitted access to the criminal proceeding "properly speaking," but that you have authorized them exclusively to examine the documents and evidence seized in June, 1988.

I ignored, for my part, until receipt of your letter, of the concept of a criminal proceeding "improperly speaking" and I maintain, not without astonishment, that the documents which the magistrate seized would not be part of the criminal proceeding.

- I read also that the plaintiffs' counsel has examined the evidence "in collaboration" with the accounting analyst of the investigating magistrates.

Thus, the Magistrate's assistant is placed at the disposal of one of the parties in effect becoming the coadjutor. Here also, the procedure (not to say the process) is absolutely new to me.

This is inadmissible.

- Must I fear, moreover, that the civil parties have received photocopies of the documents?

They seem to allege this in the proceedings that they are diligently conducting in the United States.

- You write to me, finally, that you grant me the same "access" as to the plaintiffs' counsel.

May I remind you that you have denied them to me, and I regret that you have not felt the need, when you changed your mind on what the Code of Procedure prescribes, to inform me thereof.

In summary and in conclusion, I hereby establish that you have reserved for one of the parties to the proceeding privileged treatment, in violation of the Code of Criminal Procedure and without the knowledge of the other party to the proceeding, the defense.

I cannot state herein but the most express reservations of law.

Your Honor, I remain,

Sincerely,

/s/ [illegible]

Marc BONNANT

ETIENNE BLUM STEHLÉ MANFRINI & ASSOCIÉS

AVOCATS AU BARREAU DE GENÈVE

6, RUE BELLOT 1206 GENÈVE TÉLÉPHONE (022) 346 70 70 TÉLÉCOPIEUR (022) 347 02 84 TÉLEX 427 491 ABO CH

DONALD ETIENNE
LL. M. HARVARD
FRANÇOIS BLUM
M.C.L. NEW YORK UNIVERSITY
ALAIN STEHLÉ
M.C.L. UNIVERSITY OF TEXAS
PIERRE LS MANFRINI
DOCTEUR EN DROIT
SABINE SIMKHOVITCH
GABRIELLE KAUFMANN
DOCTEUR EN DROIT
AVOCATE AU BARREAU DE NEW YORK
DENIS BERDOZ
DANIEL PEREGRINA
D.E.S. - GENÈVE

MATTEO PEDRAZZINI
NICOLAS DIDISHEIM
M.C.L. NEW YORK UNIVERSITY
AVOCAT AU BARREAU DE NEW YORK
YVES NOËL
DOCTEUR EN DROIT
BÉNÉDICT FOEX
DOCTEUR EN DROIT
QUENTIN BYRNE-SUTTON
DOCTEUR EN DROIT
MARC-ANDRÉ RENOLD
DOCTEUR EN DROIT
LL. M. YALE

JOELLE ZUMOFFEN
EXPERT FISCAL DIPLOMÉ
MICHAEL TREIS
DOCTEUR EN DROIT
AVOCAT RFA
SYLVIE GURRY-VEIT
CONSEIL JURIDIQUE
GABRIELE WECHSELBERGER

ÉTUDE ASSOCIÉE
A ZÜRICH:
ACHERMANN, MÖLLER,
HEINI & WEHRLI
ZÖLLIKERSTRASSE 225
8008 ZÜRICH
TÉL. (01) 384 14 14
FAX (01) 384 12 84

Genève, le 22 octobre 1992
MP/cn

Par porteur
Monsieur le Président
du Collège des Juges
d'Instruction
Palais de Justice
Pl. du Bourg-de-Four
1204 Genève

Concerne : Monsieur Roberto Castro Polo - PP N°1003/1988

Monsieur le Président,

Je suis, conjointement avec le Bâtonnier Marc Bonnant, chargé des intérêts de Monsieur Roberto Castro Polo, dans le cadre de la procédure pénale citée sous référence.

Monsieur Polo élit domicile en mon étude en ce qui concerne la présente et, en application des articles 91 et 92 OJ; 58 CF et 6 CEDH, m'a chargé de vous présenter cette

requête de récusation
de Monsieur Vladimir Stemberger, Juge d'Instruction

ASSOCIÉS DE L'ÉTUDE D'AVOCATS BAKER & MCKENZIE AVEC BUREAUX À:

AMSTERDAM, BANGKOK, BARCELONE, BERLIN, BOGOTA, BRUXELLES, BUDAPEST, BUENOS AIRES, CANTON, CARACAS, CHICAGO, DALLAS, FRANCFORT, HONG KONG, JUAREZ, LE CAIRE, LONDRES, LOS ANGELES, MADRID, MANILLE, MELBOURNE, MEXICO, MIAMI, MILAN, MOSCOU, NEW YORK, PALO ALTO, PARIS, PEKIN, RIO DE JANEIRO, RIYAD, ROMÉ, SAN DIEGO, SAN FRANCISCO, SÃO PAULO, SEOUL, SHANGHAI, SINGAPOUR, STOCKHOLM, SYDNEY, TAIPEI, Tijuana, TOKYO, TORONTO, VALENCIA, VENEZUELA, WASHINGTON D.C., ZÜRICH

I. FAITS

1. Sur plainte de plusieurs sociétés, dont les bénéficiaires économiques étaient et sont des citoyens mexicains, cette procédure pénale, désormais fort complexe, a débuté au printemps 1988.
2. Les plaignants reprochaient entre autre et en substance, à Monsieur Polo d'avoir investi dans des oeuvres-d'art l'argent qui lui avait été confié, alors que selon les parties civiles, cet argent aurait dû être investi dans des placements fiduciaires à terme.
3. Un mandat international fut aussitôt décerné par le juge d'instruction, qui procéda également aux actes d'instruction préalables et notamment à la saisie de documents pertinents.
4. Bien que Monsieur Polo se trouvait à Genève à ce moment-là, il ne fut arrêté que quelques semaines après en Italie.
5. Son extradition fut demandée à l'Italie et Monsieur Polo s'y opposa.
6. Pendant la procédure d'extradition, Monsieur Polo a été mis en liberté provisoire. Avant que les autorités italiennes ne statuent définitivement sur son extradition, Monsieur Polo s'est réfugié chez lui aux Etats-Unis, à Miami.
7. Monsieur Polo a été de nouveau arrêté et se trouve en détention aux Etats-Unis, depuis avril 1992, en vue d'extradition vers la Suisse. Il s'oppose à l'extradition.

8. Parallèlement à la procédure pénale, les plaignants ont intenté plusieurs procédures civiles dans le but de séquestrer, éventuellement saisir, les biens appartenant à Monsieur Polo et/ou détenus par les sociétés qu'il contrôlait et qui lui servaient pour conduire son activité d'investisseur pour le compte de tiers dans les oeuvres d'art.
9. Etant donné que le juge d'instruction n'avait pas inculpé Monsieur Polo, il a refusé pendant 4 ans de donner aux parties l'accès à la procédure et notamment aux documents saisis à Genève.
10. Soudainement, dans le cadre d'une procédure civile pendante aux Etats-Unis, les plaignants ont annoncé, triomphalement, que leurs pressions multiples et répétées avaient eu raison de la résistance du Juge Stemberger, qui leur avait enfin donné accès au dossier (Pièce 1) et que les avocats américains des parties civiles avaient personnellement procédé à la consultation de 72 classeurs de pièces saisies.
11. Accoutumé aux informations infondées et invérifiables des parties civiles, Monsieur Polo a, par l'entremise du bâtonnier Marc Bonnant, interpellé le juge pour avoir confirmation de cet état de fait clairement contraire à la procédure et au principe de l'égalité des parties (Pièce 2).
12. La réponse, désarmante par sa clarté, de Monsieur Stemberger confirma les pires craintes de Monsieur Polo. Non seulement les parties civiles avaient eu accès aux documents saisis (78 classeurs fédéraux !), mais les plaignants avaient en outre bénéficié de la "collaboration" de l'analyste-comptable rattachée à l'instruction (Pièce 3).

13. Le tout à l'insu de Monsieur Polo et de son conseil.
14. Au nom et pour le compte de Monsieur Polo, le bâtonnier Marc Bonnant a accusé réception de la réponse de Monsieur Stemberger et après avoir mis en exergue tant la violation flagrante de la loi que la faveur démontrée par le juge à l'égard d'une partie, il a réservé les droits de son mandant (Pièce 4).
15. Indépendamment d'autres voies de droit qui sont ici réservées, la présente requête de récusation est la première réaction de Monsieur Polo à cet état de fait.
16. Comme précisé plus haut, Monsieur Polo est actuellement détenu aux Etats-Unis. Il a été d'abord incarcéré à Miami et depuis la mi-septembre à Tallahassee où il a été transféré à la suite de l'ouragan qui a dévasté la prison de Miami. Par conséquent, les contacts entre Monsieur Polo et ses avocats ont été grandement perturbés, ce qui explique que la présente requête est déposée deux semaines après la lettre de Monsieur Stemberger (Pièce 3).

II. DROIT ET DISCUSSION

La loi prévoit, en dehors des cas spécifiques de récusation, que celle-ci peut être demandée dans tous les cas où le juge a "témoigné haine ou faveur pour l'une des parties" (articles 91 et 92 OJ).

La Constitution Fédérale et la Convention Européenne des Droits de l'Homme garantissent à tout un chacun d'être jugé par un magistrat impartial et objectif (articles 58 Constitution Fédérale et 6 CEDH; cf également G. Piquerez, Précis de procédure pénale suisse, Payot, Lausanne 1987, p.92 et jurisprudence citée).

Etre objectif et impartial est assurément une tâche noble et difficile. Pour faciliter cette tâche, le législateur a promulgué les règles de procédure. Le respect des règles ainsi définies ne permet pas (toujours) de garantir l'impartialité et l'objectivité du juge qui est avant tout un problème de conscience. Toute violation des règles de procédure n'implique pas, nécessairement, que le juge soit partial.

Cependant la violation d'une règle de procédure destiné à maintenir l'égalité entre les parties représente la preuve irréfutable de partialité

Dans le cas d'espèce, le juge d'instruction, en procédant contrairement aux dispositions des articles 131 et 142 al. 1 CPPG, a accordé une faveur à une partie et commis une inégalité flagrante de traitement.

Cette situation est d'autant plus choquante que Monsieur Polo n'est pas inculpé et se trouve donc dépourvu de tout moyen de défense.

De leur côté, les parties civiles ont, grâce à leurs pressions multiples et répétées, obtenu tout ce qu'elle pouvait désirer de la procédure pénale. Elles n'ont par ailleurs pas manqué d'exploiter l'avantage indûment obtenu.

Dans ces circonstances, la violation des articles 131, 138 et 142 CPPG est propre à fonder la récusation du juge. La violation de la loi est indéniable, tant les articles 131, 138 et 142 CPPG sont clairs et non sujet à interprétation. La procédure est secrète (131) et l'accès au dossier ne peut intervenir avant l'inculpation (138 et 142). Ces règles de procédure sont de plus destinées à accorder les mêmes droits aux parties et donc consacrent sur ce point le principe d'égalité de traitement.

En effet, si le législateur a voulu maintenir secrète la procédure avant inculpation (article 131 CPPG), cela est dû notamment au désir de rendre efficace les enquêtes préliminaires de la police et du juge d'instruction, mais également pour préserver les intérêts de la personne mise en cause, qui pourrait, le cas échéant, ne pas être inculpée par le juge d'instruction.

Dans la même logique, si le législateur a décidé que l'accès au dossier devait être accordé à toutes les parties, au moment où l'instruction devenait contradictoire (articles 138 et 142 CPPG), il l'a fait dans le but évident de mettre les parties au bénéfice du même traitement et des mêmes droits.

Perturber cet ordre, revient à remettre en cause l'un des piliers de la procédure pénale genevoise. Favoriser une partie sur cet aspect signifie à n'en point douter manquer d'objectivité et faire preuve de partialité.

Par conséquence, quand la règle consacre l'égalité de droits des parties, sa violation entraîne, en tout état, un avantage pour une partie.

Or, dans le cas d'espèce, il y a eu violation de loi de procédure ce qui ne peut être contestée. Cette violation a été commise en faveur d'une partie et à l'insu de l'autre. Les règles violées étaient destinées à garantir l'égalité de traitement. Cela démontre d'une façon irréfragable que le juge d'instruction n'a pas été objectif, n'a pas été impartial et a favorisé une partie.

Cela suffit pour prononcer sa récusation. En effet, il suffira de conclure en précisant que la jurisprudence n'exige même pas la preuve de la prévention du juge pour prononcer sa récusation le cas échéant (SJ 1982 p.540).

Par ces motifs, et tout autre à développer ultérieurement s'il y a lieu;

Vu en droit les articles 58 Constitution Fédérale, 6 CEDH, 84ss OJ, notamment 91 lettre i et 92 OJ; articles 131, 138 et 142 CPPG;

Le requérant, Monsieur Roberto Castro Polo, conclu à ce qu'il plaise au

Collège des Juges d'Instruction
de prononcer la
récusation de Monsieur Vladimir Stemberger
dans la PP 1003/1988

En vous remerciant pour la suite que vous donnerez à la présente, je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de ma très haute considération.

Pour Roberto Castro Polo
Matteo Pedrazzini, avocat



Annexes :

1. Lettre des plaignants du 16 septembre 1992 au Juge Kaplan
2. Lettre du Bâtonnier Marc Bonnant du 28 septembre 1992 au Juge d'Instruction Stemberger
3. Lettre du Juge Stemberger du 8 octobre 1992 au Bâtonnier Marc Bonnant
4. Lettre du Bâtonnier Marc Bonnant du 13 octobre au Juge Stemberger

ETIENNE BLUM STEHLÉ MANFRINI & ASSOCIATES
ATTORNEYS-AT-LAW ADMITTED TO THE GENEVA BAR
6, RUE BELLOT 1206 GENEVA TELEPHONE (022) 346 70 70 FAX (022) 347
02 84 TELEX 427 491 ABO CH

DONALD ETIENNE
LL.M. Harvard
FRANÇOIS BLUM
M.C.I. New York University
ALAIN STEHLE
M.C.I. University of Texas
PIERRE [ill.] MANFRINI
Juris Doctor
SABINE SIMKHOVITCH
GABRIELLE KAUFMANN
Juris Doctor
Attorney admitted to the New York Bar
DENIS BERDOZ
DANIEL PEREGRINA
[ill.] GENEVA

AFFILIATED LAW FIRM
IN ZURICH: ACHERMAN,
MÜLLER, HEINI & WEHRLI
ZOLLIKERSTRASSE 25
8008 ZURICH
TEL. (01) 384 14 14
FAX (01) 384 12 84

MATTEO PEDRAZZINI
NICOLAS DIDISHEIM
M.C.J. New York University
Attorney admitted to the New York Bar
YVES NOEL
Juris Doctor
BENEDICT FOEX
Juris Doctor
QUENTIN BYRNE-SUTTON
Juris Doctor
MARC-ANDRE RENOLD
Juris Doctor
LL.M. Yale

Geneva, October 22, 1922
MP/cn

By courier
The President of the
College of Investigating
Magistrates
Courts of Law
Pl. du Bourg-de-Four
1204 Geneva

JOELLE ZUMOFFEN
Certified Tax Expert
MICHAEL TREIS
Juris Doctor
Attorney [ill.]
SYLVIE GURRY-VEIT
Legal Counsel
GABRIELE WECHSELBERGER

Subject: Mr. Roberto Castro Polo - Crim.Proc. No. 1003/1088

Your Honor,

Along with Bar Association President Marc Bonnant, I am responsible for Mr. Roberto Castro Polo's defense regarding the referenced criminal proceeding.

AFFILIATED WITH THE LAW FIRM OF BAKER & MCKENZIE WITH OFFICES IN
[see original for list of cities]

Mr. Polo has elected domicile at my firm insofar as these presents are concerned and, pursuant to Articles 90 and 92 JO; 58 FC and 6 ECHR, has charged me with submitting to you this

petition for recusal of
Mr. Vladimir Stemberger, Investigating Magistrate

I. CONSIDERATIONS OF FACT

1. Following the complaint of numerous corporations, the financial beneficiaries of which were and are Mexican citizens, this criminal proceeding, now extremely complex, began in the spring of 1988.
2. In substance, the plaintiffs accused Mr. Polo, among other things, of having invested the money entrusted to him in works of art, while according to the plaintiffs, this money should have been placed in fiduciary time deposits.
3. An international warrant was immediately issued by the investigating magistrate, who likewise proceeded with the preliminary investigation of the case and, notably, with the seizure of pertinent documents.
4. Although Mr. Polo was in Geneva at that particular time, he was not arrested until a few weeks later in Italy.
5. His extradition was requested from Italy, and Mr. Polo contested it there.
6. During the extradition proceeding, Mr. Polo was released on bail. Before the Italian authorities handed down a final judgment regarding his extradition, Mr. Polo sought refuge at home in the United States, in Miami.
7. Mr. Polo was again arrested and is presently detained in the United States as of April 1992, in view of extradition to Switzerland. He is contesting the extradition.
8. Simultaneous to the criminal proceeding, the plaintiffs have filed numerous civil proceedings with the goal of sequestrating, eventually seizing, the property belonging to Mr. Polo and/or owned by the corporations which he managed and which permitted him to engage in his occupation as an investor in works of art for the account of third parties.
9. Since the investigating magistrate had not indicted Mr. Polo, he refused for 4 years to grant the plaintiffs access to the case file and, in particular, to the documents seized in Geneva.
10. Suddenly, during a civil proceeding pending in the United States, the plaintiffs announced triumphantly that their multiple and repeated pressures had won out over the

resistance of Magistrate Stemberger, who had finally granted them access to the case file (Exhibit 1) and that the American attorneys for the plaintiffs had personally proceeded to consult 72 files of seized documents.

11. Accustomed to unfounded and unverifiable information from the civil plaintiffs, Mr. Polo, through the intermediary of Bar Association President Marc Bonnant, called upon the magistrate for confirmation of this situation of fact clearly contrary to procedure and to the principle of parity between the parties (Exhibit 2).
12. The response from Mr. Stemberger, disarming in its clarity, confirmed Mr. Polo's worst fears. Not only had the plaintiffs had access to the documents seized (78 federal files!), but the plaintiffs had moreover had the benefit of the "collaboration" of the accounting analyst attached to the investigating magistrates (Exhibit 3).
13. All of this without the knowledge of Mr. Polo and his counsel.
14. In the name of and on behalf of Mr. Polo, Bar Association President Marc Bonnant acknowledged receipt of Mr. Stemberger's response and, after having put forward both the flagrant violation of the law as well as the favoritism shown by the magistrate toward one party, he reserved the rights of his client (Exhibit 4).
15. Apart from other legal avenues which are hereby reserved, the present petition for recusal is the first reaction by Mr. Polo to this situation of fact.
16. As specified hereinabove, Mr. Polo is presently detained in the United States. He was first incarcerated in Miami and, following mid-September, in Tallahassee, where he was transferred following the hurricane which devastated the Miami prison. Consequently, contact between Mr. Polo and his attorneys has been greatly disturbed, which explains why the present petition is filed two weeks after the letter from Mr. Stemberger (Exhibit 3).

II. CONSIDERATIONS OF LAW

The law provides, outside of specific cases of recusal, that the same can be requested in any case where the judge "has given evidence of hatred or favoritism toward one of the parties" (article 91 and 92 JO).

The Federal Constitution and the European Convention on Human Rights guarantee each and all being judged by an impartial and objective magistrate (Articles 58 Federal Constitution and 6 ECHR; cf. likewise G. Piquerez, *Précis de procédure pénale suisse* [Precis on Swiss Criminal Procedure], Payot, Lausanne 1987, p. 92 and the jurisprudence cited).

To be objective and impartial is surely a noble and difficult task. To facilitate this task, legislators have enacted rules of procedure. Respecting the rules thus defined does not allow (always) the impartiality and objectivity of a magistrate to be guaranteed, since it is, above all, a matter of conscience. Any violation of the rules of procedure does not necessarily imply that a magistrate is partial.

Nevertheless, the violation of a rule of procedure intended to maintain parity between the parties represents incontrovertible proof of partiality.

In the case in question, the investigating magistrate, in proceeding contrary to the provisions of Articles 131 and 142 par. 1 of the Geneva Code of Criminal Procedure, granted a favor to one party and engaged in flagrantly inequitable treatment.

This situation is all the more shocking because Mr. Polo has not been indicted and is thus bereft of any means of defense.

For their part, the plaintiffs have, thanks to their multiple and repeated pressures, obtained all that they could have hoped for from the criminal proceeding. They have not furthermore failed to exploit the advantage they unduly obtained.

Under these circumstances, the violation of Articles 131, 138 and 142 of the Geneva Code of Criminal Procedure is proper grounds for recusal of the magistrate. The violation of the law is undeniable, insofar as Articles 131, 138 and 142 of the Geneva Code of Criminal Procedure are clear and not open to interpretation. Proceedings are secret (131) and access to the case files cannot occur before indictment (138 and 142). These rules of procedure are intended in addition to grant the same rights to parties and, on this point, thus consecrate the principle of equitable treatment.

In fact, if the legislators have wanted to keep proceedings secret before indictment (Article 131 Geneva Code of Criminal Procedure), it is because of the desire to render the preliminary inquiries by the police and the investigating magistrate effective, in particular, but also to protect the interests of the person brought into question, who may, should the occasion arise, not be indicted by the investigating magistrate.

Following the same logic, if the legislators have decided that access to the case file should be granted to all of the parties, at the time when the investigation leads to an indictment (Articles 138 and 142 Geneva Code of Criminal Procedure), they have done so with the obvious intent of giving the parties the benefit of the same treatment and the same rights.

To disturb this order is tantamount to calling into question one of the pillars of Geneva criminal procedure. To favor one party in this regard without any doubt implies lacking objectivity and evincing partiality.

Consequently, insofar as the rule consecrates the parity of the parties' rights, its violation entails, in any case, an advantage for one party.

Now, in the case in question, there has been infringement of procedural law, which cannot be disputed. This infringement was committed in favor of one party and without the knowledge of the other. The rules violated were intended to guarantee equitable treatment. That shows in an incontrovertible manner that the investigating magistrate was not objective, was not impartial and favored one party.

That suffices for his recusal. In fact, it will suffice to conclude by pointing out that the jurisprudence does not even require proof of the magistrate's prejudice for him to be recused should the occasion arise (SJ 1982, p. 540).

Now therefore, on these and any other grounds that may be put forward subsequently if it is fitting;

Whereas Articles 58 of the Federal Constitution, 6 ECHR, 84ss JO, in particular 91, subsection "i," and 92 OJ; Articles 131, 138 and 142 Geneva Code of Criminal Procedure, are considerations of law;

The petitioner, Mr. Roberto Castro Polo, rests his case before the

College of Investigating Magistrates
to grant the
recusal of Mr. Vladimir Stemberger
in Crim.Proc. 1003/1988

Thanking you for the response that you will give to these presents, please be assured, your Honor, of my highest regards.

For Roberto Castro Polo
Matteo Pedrazzini, attorney-at-law
/s/ [illegible]

Enclosures:

1. Plaintiffs' letter to Judge Kaplan, dated September 16, 1992
2. Bar Association President Marc Bonnant's letter to Investigating Magistrate Stemberger, dated September 28, 1992
3. Magistrate Stemberger's letter to Bar Association President Marc Bonnant, dated October 8, 1992
4. Bar Association President Marc Bonnant's letter to Magistrate Stemberger, dated October 13